

Remise des insignes Chevallier légion d'honneur à Joël SOLLIER

Lyon – lundi 20 février 2012

Mesdames, Messieurs,

Je suis ravi que nous puissions honorer aujourd'hui la brillante carrière de Joël Sollier, qui par ses compétences, son expérience et son professionnalisme a participé très activement à l'amélioration du cadre juridique international pour la lutte contre la criminalité organisée et le terrorisme.

Chacun sait l'importance de parfaire nos instruments juridiques dans ce domaine, c'est par des outils toujours mieux adaptés aux évolutions de la criminalité que nous pourrons apporter une réponse pénale réellement efficace.

Votre expertise de pénaliste et d'internationaliste, votre détermination, et votre sens aigu des négociations internationales, reconnus et salués par vos pairs, vous ont conduit aux hautes fonctions que vous occupez actuellement de directeur du bureau des affaires juridiques auprès d'Interpol.

Je voudrais saluer aujourd'hui, en présence de ceux qui vous ont accompagné dans ce parcours exemplaire, votre action au service du droit et de la justice.

Diplômé de l'Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence vous poursuivez des études de droit public à l'Université Panthéon-Assas, cette excellente formation constituera un socle solide que vous n'aurez de cesse que d'approfondir et de parfaire au fil des ans.

Avant d'embrasser la carrière de magistrat, vous débutez à la préfecture de la région d'Ile-de-France, en qualité d'attaché à la direction des affaires économiques et financières. Ces premières années, vous sensibiliseront à des problématiques essentielles. En 1991, vous intégrez l'Ecole nationale de la magistrature, vous orientant très tôt vers les questions internationales : vous serez auditeur au cabinet de l'Assemblée générale de la Cour de justice des communautés européennes.

Quatrième de votre promotion vous serez nommé substitut du procureur de la République près le tribunal de grande instance de Versailles, chargé de l'exercice de

l'action publique en matière de droit pénal économique et financier. Vos compétences juridiques et votre expérience acquise vous permettront d'entrer dans ces fonctions avec une grande efficacité.

Lorsque vous intégrez en 1997 le bureau du droit pénal européen et international du SAEI, au ministère de la justice, je crois pouvoir dire que les grandes lignes de votre destin professionnel sont scellées. C'est avec une grande finesse et beaucoup d'intelligence que vous participerez aux négociations de nombreuses conventions de l'ONU et de l'OCDE. Vous rédigerez et rapporterez le projet français de Convention sur le financement du terrorisme, adoptée à l'ONU en 1999.

Cette ouverture à l'international se poursuivra au service de la coopération juridique internationale, vous serez ainsi nommé en 2001 directeur adjoint de la maison franco-vietnamienne du droit à Hanoï. Vous serez très actif dans la définition des programmes de formation et d'échange, participant ainsi au rayonnement de cette maison du droit qui fait aujourd'hui encore référence.

Reconnu pour vos qualités d'expert, vous élargirez encore l'horizon de vos compétences en devenant en 2003 conseiller du comité du contre-terrorisme du Conseil de sécurité des Nations-Unies. Chef de service pour la Zone Europe-Asie, puis chef de l'expertise, vous saurez emporter la conviction dans les négociations internationales d'importance en matière de lutte contre le financement du terrorisme ou de lutte contre la criminalité organisée transnationale.

Vos qualités professionnelles, votre expérience très riche, vous conduiront très naturellement à rejoindre INTERPOL, en qualité de directeur du bureau des affaires juridiques. Vous y apportez un conseil juridique de haute tenue, indispensable dans la conduite d'actions policières internationales.

Fin connaisseur des enjeux internationaux, juriste passionné, vous avez aussi à cœur de partager votre savoir auprès d'étudiants. Par vos publications sur le blanchiment ou les mécanismes d'extradition vous contribuez à enrichir la réflexion tant publique que scientifique.

Pour votre engagement déterminé au service de l'intérêt général, au nom du président de la République et en vertu des pouvoirs qui nous sont conférés, nous vous faisons, Joël SOLLIER, Chevalier de la Légion d'honneur.